

Le **mardi 13 mai**, lors de la manifestation de défense des services publics, **2 enseignants de Grenoble ont été interpellés par la police et placés en garde-à-vue**.

Leur délit ? Avoir utilisé leur liberté d'expression en déroulant une banderole où était écrit :

**"9 mai, Paris : Retailleau les néonazis"**

Ils seront **convoqués pour une audition** en juin en vue d'éventuelles poursuites pour "outrage à personne dépositaire de l'autorité publique".

Sur la forme, cette interpellation n'a d'autre objectif que de **dissuader des militant·es de se mobiliser, faire peur, briser le mouvement social**. Nous rappelons à la police que la défense du service public nous concerne tou·tes !

Sur le fond, en Vendée, nous ne connaissons que trop bien les **accointances entre le ministre Retailleau et l'extrême-droite**. L'affirmation d'un amour entre celui-ci et les néonazis relevait de la figure de style et de la liberté d'expression dans un cadre militant, mais nous savons bien que le premier ministre ne se revendique pas de l'idéologie néonazi. Cependant, force est de constater que la frontière entre les courants de l'extrême-droite gouvernementale, dont fait parti ce soutien de la première heure à la manif pour tous, et l'ultra-droite de rue est de plus en plus mince.

Dès son entrée en poste, **ses déclarations sur l'état de droit qui n'était ni intangible, ni sacré**, ont donné le ton.

Quelques semaines plus tard, il apportait son **soutien au collectif identitaire et islamophobe Némésis** dont il a salué le « combat » et dont il a dit se sentir « très proche ».

Ses attaques continues contre les antifascistes, les soutiens à la cause palestinienne, les musulman·es et tout ce qu'il qualifie de « woke » le font marcher sur les pas de cette ultra-droite raciste, sexiste, LGBT+phobe et violente. **Il leur épand un terreau fertile pour la diffusion de leur idéologie suprémaciste et leur passage à l'acte violent**. Son refus de qualifier d'islamophobe le meurtre d'Aboubakar tout en promouvant l'interdiction du voile jusque dans les compétitions sportives, en dit long sur son mépris de la communauté musulmane.

Le collectif **VISA-85 apporte son soutien aux 2 enseignants de Grenoble** et dénonce les pressions mises sur les militant·es par une police sous les ordres d'un premier ministre aux dérives autoritaires et islamophobes.

